Centre funéraire de Montoie

Changement des installations de ventilation et de réfrigération Assainissement des fours crématoires Réaménagement des chambres mortuaires

Demande d'augmentation du plafond du compte d'attente

Préavis No 2005/38

Lausanne, le 2 juin 2005

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du préavis

La Municipalité sollicite le relèvement de 245'000 à 525'000 francs du plafond du compte d'attente, ouvert le 23 décembre 1999¹ et augmenté le 13 septembre 2001, destiné à l'étude du changement des installations de ventilation et de réfrigération, de l'assainissement des fours crématoires et du réaménagement des chambres mortuaires.

2. Préambule

Un compte d'attente de 150'000 francs a été ouvert en 1999 pour couvrir les frais d'étude du remplacement des installations de ventilation et de réfrigération du centre funéraire. Suite à l'obligation, fixée par l'ordonnance sur la protection de l'air (OPair), d'assainir les fours crématoires, le plafond dudit compte a été porté en 2001 à 245'000 francs.

Les études ont révélé que les différents systèmes d'épuration des fumées des fours nécessitaient un abaissement des températures desdites fumées avant la filtration, laissant ainsi une quantité non négligeable d'énergie à disposition. Il est donc apparu indispensable, d'une part de lier les deux projets, et, d'autre part, d'étudier la possibilité d'utiliser toute cette énergie sur place, plutôt que de la rejeter dans la nature.

¹ Bulletin du Conseil communal (BCC) 2000, tome I, p. 10

3. Projets

3.1. Changement des installations de ventilation et de réfrigération

Le centre funéraire de Montoie a été mis en service en décembre 1972. Il est équipé, outre de diverses installations de ventilation pour le chauffage et la climatisation par air des deux salles de cérémonies (chapelles A et B) et de la zone publique des chambres mortuaires (deux niveaux), d'équipements de production de froid pour la réfrigération d'une quarantaine de chambres mortuaires, d'une chambre froide et d'armoires frigorifiques et de congélation.

Ces installations d'origine ont plus de trente ans d'âge et ne répondent plus aux normes actuelles en matière d'économie d'énergie et de protection de l'environnement (utilisation d'agents frigorifiques aujourd'hui interdits). Elles sont par ailleurs vétustes, plus guère performantes et de plus en plus sujettes à des pannes. Selon le service du gaz et du chauffage à distance, en charge des audits énergétiques, le remplacement des installations précitées par un équipement plus moderne s'avère inévitable et indispensable.

Un compte d'attente de 150'000 francs a été ouvert en 1999, afin de financer les études nécessaires pour déterminer le choix des nouvelles installations et le montant à investir.

3.2. Assainissement des fours crématoires

Lors de la mise en service des nouveaux fours crématoires en 1994, l'Autorité cantonale a exigé le respect des normes fixées par l'ordonnance sur la protection de l'air (OPair), mais a accordé une dérogation provisoire, s'agissant du dépassement des valeurs limites fixées pour le mercure. En effet, ni l'industrie, ni la recherche n'étaient à même d'offrir, à ce moment-là, un moyen convenable pour retenir le mercure provenant de l'incinération des corps.

Depuis lors, différents systèmes d'épuration des fumées issues de fours crématoires ont été développés et mis en service, notamment en Suisse et en Allemagne. Pour cette raison, l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEP) a recommandé, dès 1999, aux autorités cantonales responsables de l'application de l'OPair d'exiger des mesures d'assainissement.

En l'état actuel de la technique, il est établi que la température des fumées des fours doit être considérablement abaissée, avant que celles-ci puissent être filtrées. En conséquence, une quantité non négligeable d'énergie est ainsi disponible et pourrait être utilisée sur place, plutôt que d'être rejetée dans l'atmosphère.

Pour des raisons techniques, touchant principalement à l'énergie et aux économies à réaliser dans ce domaine, il est apparu indispensable que les deux projets (ventilation/réfrigération et fours) soient menés conjointement, dans le but d'étudier de manière approfondie les possibilités d'utilisation de l'énergie disponible pour alimenter les installations de production de froid.

C'est pourquoi, afin de couvrir le coût de l'étude à conduire pour l'assainissement des fours crématoires, la Municipalité a décidé, en 2001, d'augmenter à 245'000 francs le plafond du compte d'attente.

3.3. Réaménagement des chambres mortuaires

Le changement des installations de « ventilation/réfrigération » présenté sous ch. 3.1 impliquera obligatoirement plusieurs modifications des installations techniques à l'intérieur des chambres mortuaires, notamment le remplacement des gaines de pulsion/récupération d'air et du système de réfrigération de la zone où se trouve le corps.

La question s'est dès lors posée de savoir s'il conviendrait de saisir cette occasion pour repenser globalement l'aménagement de ces chambres, datant de plus de trente ans. A cette époque, le concept préconisait plutôt une forme « d'aseptisation » de la mort, d'où la séparation vitrée entre la famille et la personne défunte, placée dans une zone réfrigérée à 8° C environ. Certes, la famille a la possibilité de se rendre auprès du mort, mais elle se trouve alors confrontée à un environnement plutôt « inhospitalier » et d'un aspect assez technique.

Au cours des dernières années, les habitudes ont beaucoup changé et les familles souhaitent de plus en plus pouvoir rester auprès de leur défunt pour le veiller, mais dans un climat mieux adapté au recueillement qu'une « chambre froide ». Les entreprises privées ont du reste déjà développé des lieux d'accueil plus en phase avec le vécu actuel du deuil par les familles. La concurrence dans ce domaine est de plus en plus vive, ce qui explique, en partie, la diminution, depuis plusieurs années déjà, du taux d'occupation des chambres mortuaires au centre funéraire.

Le nouveau concept consisterait donc à supprimer la vitre de séparation, en créant une seule pièce chauffée à température normale et dont l'ambiance tiendrait plutôt de la chambre d'habitation que du local technique. Un catafalque réfrigéré (moins de 2 m³, contre env. 20 m³ pour la partie refroidie actuellement) accueillerait le cercueil avec le corps.

Outre une économie d'énergie non négligeable, due au refroidissement permanent d'un volume dix fois inférieur, le concept proposé constituerait indéniablement une nette et nécessaire amélioration, qui répondrait mieux à l'attente des familles et du public et pourrait aussi contribuer à améliorer le taux d'occupation des chambres mortuaires.

4. Augmentation du plafond du compte d'attente

Le compte d'attente No 2201.581.257, ouvert en 1999, puis augmenté en 2001, s'avère insuffisant pour mener les études jusqu'au stade permettant d'évaluer le montant du crédit d'investissement du patrimoine administratif à demander pour pouvoir exécuter les travaux envisagés. En effet, il apparaît nécessaire, pour ce faire, d'élever le plafond dudit compte de 245'000 à 525'000 francs, montant qui se décompose de la manière suivante :

01 - Ventilation et réfrigération

(estimation sommaire du coût des travaux 1,5 mio de francs)

honoraires et frais de l'ingénieur en chauffage, ventilation, climatisation et électricité, ainsi que de l'architecte Fr. 180'000.--

02 - Assainissement des fours

(estimation sommaire du coût des travaux 3,0 mios de francs)

honoraires et frais de l'ingénieur en environnement, de l'ingénieur civil et de l'architecte Fr. 155'000.--

03 - Chambres mortuaires

(estimation sommaire du coût des travaux 1,5 mio de francs) :

- honoraires et frais de l'architecte Fr. 140'000.--
- prototype d'une chambre mortuaire Fr. 50'000.--

TOTAL

Fr. 525'000.--

Le compte d'attente sera bien entendu balancé par prélèvement sur le crédit d'ouvrage, qui sera sollicité, en 2005, par voie de préavis au Conseil communal.

5. Conclusions

Au vu de ce qui précède, nous vous prions, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,
vu le préavis No 2005/38 de la Municipalité, du 2 juin 2005 ;
ouï le rapport de la Commission nommée pour examiner cette affaire ;
considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour ,
décide :

1. de porter de 245'000 à 525'000 francs le plafond du compte d'attente ouvert, par décision municipale du 23 décembre 1999, pour l'étude du changement des installations de ventilation/réfrigération du centre funéraire de Montoie, puis augmenté, par décision municipale du 13 septembre 2001, pour l'étude de l'assainissement des fours crématoires dudit centre ;
2. de prendre note du fait que ce compte d'attente sera balancé par prélèvement sur le crédit d'ouvrage, qui sera sollicité ultérieurement par voie de préavis.

Au nom de la Municipalité

Le syndic :
Daniel Brélaz

Le secrétaire :
François Pasche